



## Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany
  - M. Serge Urbany
2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et
  - portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;
  - portant modification:
    - de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
    - de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
    - de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);
    - de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);
    - de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;
    - de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
    - de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
    - de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
    - de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
    - de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
    - du Code de Commerce;
    - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
    - de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
    - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
    - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
    - de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
  - Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. 6398 - Projet de loi portant modification de:
  - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert
  - Discussion générale: M. Fernand Etgen
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant
    - 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et
    - 2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques
    - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Serge Wilmes
    - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
    - M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  5. Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis
    - M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  6. 6181 - Projet de loi portant modification
    - 1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;
    - 2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
    - 3. du Code pénal;
    - 4. du Nouveau Code de procédure civile
    - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Sylvie Andrich-Duval (M. Fernand Kartheiser pose une question)
    - Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel (dépose une documentation), Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombara, M. Serge Urbany
    - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  7. 6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
    - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
    - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Camille Gira
    - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Etienne Schneider et Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances.*- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Mir fänken haut de Moien u mam Projet de loi 6471 iwwert d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: just déi Häre Meisch a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech hu se nach net déposéiert. Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren.

► **M. le Président.**- Jo, entschëllegt. Da waart, da ginn ech nach dem Här Urbany d'Wuert, fir eng Motioun ze déposéieren, an da fuere mer lass mam Här Gilles Roth.

### 1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Jo, Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren hei, déi eigentlech och mat der Debätt vun de Mëtten zesummenhängt, an där ech froen, dass d'Regierung soll e Projet de loi proposéieren, fir de Service de Renseignement ofzeschaffen. Well mer fannen, dass eis Aarbechten eng Rei vu Konkusiounen erginn hunn an dass dat do eigentlech déi wichtegst ass, déi een doraus muss zéien.

Déi Motioun huet meng Ënnerschrëft. Si huet och véier Ënnerschrëfte pour appui vun deene grénge Kolleegen, woufir ech hinne Merci soen. Pour appui heescht natierlech net, dass se se herno stëmme wäerten.

### (Interruptions)

#### Motion

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État;

- revu les débats et propositions antérieures sur l'utilité d'un service de renseignement;

- constatant l'espionnage politique exercé systématiquement par le Service de Renseignement au moins jusqu'en 1996;

- considérant les graves dysfonctionnements réels et d'ordre structurel du Service de Renseignement constatés par la Commission d'enquête parlementaire;

- considérant toutes les difficultés éprouvées en pratique d'un véritable contrôle parlementaire;

- considérant que le monde du renseignement est par définition celui du secret et de la dérogation au droit commun;

- considérant que les activités de renseignement se déroulent non pas dans le domaine de la prévention pénale mais dans celui des opinions et des tendances («Gesinnungsschnüffelei»);

- considérant que les infractions pénales appartiennent au domaine de la police et des tribunaux;

- considérant que la police dispose également déjà de toutes les bases légales pour accomplir ses tâches de protection de la population contre des menaces éventuelles;

- considérant que l'étude et la recherche des évolutions de la société sont à faire par des organismes publics de niveau universitaire travaillant avec transparence;

- concluant qu'un service de renseignement est par essence un corps étatique étranger au concept de la démocratie dont les caractéristiques essen-

tielles et principales sont la transparence, les mécanismes de contrôle et la protection des droits individuels;

invite le Gouvernement

- à légiférer dans le sens de l'abolition du Service de Renseignement de l'État.

(s.) Serge Urbany, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Josée Lorsché.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Roth.

### 2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005

relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;





**- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**

**- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;**

**- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;**

**- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;**

**- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet setze mir déi europäesch Direktiv iwwer alternativ Investmentfongen ëm. Dat ass net een technesch Exercice. Dëse Projet de loi ass nämlech weeweisend fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz.

Déi alternativ Investmentfonge gi méi strikt geregelt a méi streng iwwerwaacht. Dat ass eng vu ville Léieren, déi aus der internationaler Finanzkris gezu goufen. 2008 huet de G20-Sommet vu Washington festgehale: All Finanzmäert, Produkter an Acteuren an deem Beräich sollen iwwerwaacht ginn, an dat entsprechend hiren Aktivitéiten.

Här President, wat heescht dann elo „alternativ Investmentfongen“?

Alternativ, an dësem Beräich, ass alles, wat net deene klassischen Investmentfongen entsprécht. Déi grouss Kategorie vum Investmentfonge sinn: de Private Equity, d'Immobilien- an d'Hedgefongen. Mat dëser Direktiv gëtt dat europäesch Fongegeschäft getrennt: op där enger Säit déi klassesch Publikumsfongen, déi sougenannt OPCVMen, fir eng institutionell Clientèle, mä och fir Privatleit, an op där anerer Säit déi alternativ Fongen, déi méierendeels sech un institutionell an avertéiert Privatinvestisseure richten.

Mat dem Gesetzesprojet ginn d'Gestionnaire vum alternativen Investmentfonge bei eis enger strikter Regelung an Iwwerwaachung ënnerstellt. Konkret gëtt et fir d'Gestionnaires, éischens, méi héich administrativ Ufuerderungen; zweetens, eng gréisser Transparenz an Informationspflicht, souwuel géigeniwwer der Bankenopsicht, der CSSF, wéi och géigeniwwer dem Investisseur; an drëttens muss et och eng agréiert Dépôtbank ginn, déi d'Verméige vum deem alternative Fong versuergt. D'Vertrauen an déi Produkter gëtt gefestegt an den Investisseur kritt méi Schutz.

Am Géigenzuch zu méi Reglementatioun kréien dës alternativ Fongegestionnairen ee Pass, fir hir Servicer grad wéi hir Produkter an der Europäescher Unioun méi einfach unzebidden. Ab 2015 kënnen dann och alternativ Fongemanager aus Drëttstaaten, déi net europäesch Fonge wëllen an Europa verdriewen, dat maachen. D'Viraussetzung ass awer déi, dass si déi gesetzlech Konditiounen, déi da vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht ginn, erfëllen.

Fir dës Direktiv am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ëmzesetzen, mussen mir eng ganz Rei Ännerungen u bestehende Gesetze iwwer eist Finanz- an Handelsrecht maachen. Duerfir huet de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut stëmmen, iwwer 200 Artikelen. Dat ass net nëmmen eng Fläissaarbecht gewiescht, mä et bedeit virun allem ee gewaltigen intellektuellen Effort vu Ministère, Verwaltungen, Servicer aus dem Secteur.

Et gëtt besonnesch proposéiert, eng nei Gesellschaftsstruktur ze schafen, an zwar déi sougenannten „Société en commandite spéciale“. Dës nei Gesellschaftsform inspiréiert sech vun deem englesche Modell vum „limited partnership“. Dëse Vehikel gëtt nawell vill am angelsächsesche Beräich benotzt vun alternativen Fongegestionnairen. Fir kompetitiv ze bleiwen an de Gestionnairen déiselwecht Palett vun Instrumenter zur Verfügung ze stelle wéi eise Konkurrenten, féiere mir dës Gesellschaftsform bei eis och an.

Dës Initiativ stéisst och op groussen Interessi bei de Fongenacturen. Mir hunn och en attraktive Steuerregime an d'Gesetz agefouert, dee sech während enger Iwwergangszäit un de System vun de sougenannten „carried interests“ ulehnt. Dësen Iwwergangsregime spillt nëmme fir nei Gestionnairen, déi bannent dee-

nen nächste fënnef Joer op Lëtzebuerg kommen.

Normal besteiert ginn d'Salaire vum de Gestionnaire vum den alternativen Investmentfongen. Mat engem reduzierten Taux vu ronn 11% ginn déi Plus-valuë besteiert, déi de Gestionnaire erwirtschaft opgrond vu sengem perséinlechen Investissement an d'Produkt, wat hie bedreift.

Här President, mir hunn d'Chance, dass d'Regelwierk fir Gestionnaire vum alternativen Investmentfonge sech staark ulehnt u gesetzlech Bestëmmungen vun de klassesche Fongen, den OPCVMen. An do huet eis Finanzplaz elo schonns eng grouss Experienz. Mir kënnen op déi Kompetenz sécher opbauen. Doriwwer eraus waren déi alternativ Fongen och schonns elo reglementéiert a vun der CSSF iwwerwaacht. Esou ass deen neie Gesetzesprojet sécher eng Evolutioun, mä et ass keng Revolutioun.

Dëse Gesetzesprojet ass sécher eng nei Erausforderung fir eis Finanzplaz. Et ass virun allem eng nei Opportunitéit. Am Beräich vun de klassischen Investmentfongen huet eis Finanzplaz ee Maartundeel vun 32% an Europa an dominiéiert dëse Marché mat Irland. Am alternative Beräich hu mir e Maartundeel vu 15% an Europa. Dëse Marché ass de Moment nach vill méi national ausgeluecht, well d'Direktiv AIFMD an deene meeschte Länner net ëmgesat ass.

Et gëtt och eng staark zousätzlech Konkurrenz vun Offshore-Finanzplazen, wéi de Cayman Islands, Bermuda, de British Virgin Islands an och dem US-Stat Delaware. Dës Zentren hunn dee gréisste Maartundeel, wat d'Domiciliatioun vun alternativen Produkter ugeet. D'Verméigen an alternative Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, beleeft sech op ronn 250 Milliarden Euro oder zéng Prozent vum gesamte Fongeverméigen.

Mir hunn haut och schonns ee gudden Positionnement an de Beräicher vun Immobilien- an de Private-Equity-Fongen. D'Ambitioun ass et, dat Verméigen an den nächste Joren ze verduebelen. Mir setzen dës Direktiv als Éischt an Europa ëm. Mat den eenzelne Begleedmoossname verspriche mir eis, weider Aktivitéiten an och Acteuren op Lëtzebuerg ze zéien, well déi Gestionnaire vum europäesche Pass wëlle Gebrauch maachen an och d'Clienten no engem reglementéierte Produkt froen.

Déi Lëtzebuerger Fongepiaz ass europawäit Nummer eent a weltwäit Nummer zwee, hannernt den USA. Si ass e feste Bestanddeel vun eiser Ekonomie. Dëse Secteur beschäftegt haut ronn 13.000 Leit a generéiert all Joer iwwer eng Milliard Euro u Steuerrecetten. Mir hunn d'Kompetenz, den Know-how a virun allem en exzellente Ruff weltwäit.

Mir müssen dës Chance notzen. Dëse Gesetzesprojet, dat ass e Schlëssel derfir. Ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Mä et wier alles esou schéin, wann net zum Schluss nach eng Erreur matérielle misst redresséiert ginn. Dat ass e penibelen Exercice, mä et ass an der Hetz ënnergaangen. An duerfir ginn ech dann der Chamber Lecture vum Artikel 217. Deen heescht: «La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au mémorial.» Dat hu mer an der leschter Finanzkommissioun esou decidéiert. «Les modifications de l'article 202-1...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 208-1 - «...et de l'article 203...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 209 - «...ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi.»

Här President, mat dësem klengen Zousaz ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soenlech alleguete Merci fir dat interesséiert Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng detailléiert Explikatiounen. Dat erspuert mir, nach eemol op esou munchen Detail hei kënnen anzegoen.

Ech deelen och seng Aschätzung, dass dës e wichtege weidere Schrëtt ass an der Entwécklung vun der Finanzplaz, ganz besonnesch wat de Secteur vun der Fongenindustrie ubelaangt, ee vun deene Secteuren op eiser Finanzplaz, dee jo weider am Wuessen ass an deen och heiderer nach eng Kéier en neien Impuls ka kréien. A mir ginn dovunner aus, dass en deen och wäert kréien.

Déi Transpositioun vun der europäescher Direktiv iwwert d'Gestionnaires alternatifs, déi mer hei virhuelen, ass vun net klenger Importenz fir eis Finanzplaz. Et geet dobäi, an den Här Roth huet et gesot, ëm dat, wat mer allgemeng als Hedgefonge bezeichnen, als Private-Equity-Fongen oder Immobiliefongen, déi Fongen, déi ebe ganz oft den UCITS-Label net hunn.

Et kënnen awer do och aner, méi aussergewéinlech Produiten drënnerfale, wéi zum Beispill Fongen, déi aus - jo - Gidder zesummegevat ginn, wéi Wäin, wéi Coursepäerd, wéi Aueren, wéi Autoen, wéi Konschtwierker an esou weider.

D'Finanzplaz huet sech an deem doten Domän och vun de Fonds alternatifs scho gutt entwéckelt déi lescht Joren, woubäi allerdéngs de Montant vun deem Geld, wat hei an deenen dote Fongen investéiert ass, sech dach relativ bescheiden nach unhéiert par rapport zu de Gesamtmontanten, déi an der Fongenindustrie hei déposéiert sinn. Well awer och déi dote Fonge ganz oft op - jo - méi exotesche Finanzzentren nach doheem sinn, wéi zum Beispill de Cayman Islands.

An doranner besteet eigentlech och d'Opportunitéit vun dësem Text, well ee sech jo awer ka virstellen, mat all deem, wat geschitt ass an deem Trend, deem internationalen Trend an der Finanzökonomie, fir awer méi a Richtung vu Sécherheet ze goen, fir méi a Richtung vu Reglementatioun, fir méi a Richtung vun enger performanter Opsicht ze goen, en Trend kann a Bewegung setzen, dass eben och deen heiten Deel vun der Fongenindustrie éischer eng Plaz wéi Lëtzebuerg an Zukunft wëllt als hiren Doheem betruichten. An doduerjer mussen mer ebe kucken, dass mer eis attraktiv halen.

Den Advantage, deen dorausser kann entstoen, ass awer vläicht da gläichzäiteg och en Désavantage oder, ech géif vläicht éischer soen, eng Rei vun Inconvénienten oder Contrainten. Natierlech geet och heimadder de Reporting..., ginn d'Oplage fir de Reporting nach eng Kéier an d'Luucht, oder aner Oplagen, wat d'Rémunératioun ubelaangt, wat d'Transparenz ass, wat d'Strukturatioun ubelaangt. Mä dat ass eppes, wat jo net nei ass a wat finalement gutt ass, well et ebe grad dozou bäidréit, dass een och deenen dote Fongen déi Konfienz ka ginn, déi d'Clientèle weltwäit nun eben emol hautdesdaags froen.

Mir waren, wann et ëm d'Transpositioun vun Direktive gaangen ass, ëmmer déi, déi probéiert hunn, am éischte Wagon ze setzen, wann net souguer an der Lokomotiv ze setzen. An de Finanzminister hat eigentlech och déi doten Ambitioun, wou dës Direktiv dann ustoung fir ze transposéieren, fir et schnell ze maachen, fir et och pragmatesch ze maachen.

Wann een et allerdéngs un deem Usproch moosst, dann hu mer et net ganz gepackt. Mir sinn nämlech net an der Lokomotiv. Mir setzen hei och net am éischte Wagon, mä mir müssen elo ganz schnell haut nach stëmmen, fir dass mer dat doten transposéiert kréien. An duerfir mussen mer kucken an Zukunft awer, wéi mer et fäerdegbréngen, souwuel erëm schnell wéi awer och pragmatesch kënnen Direktiven ze transposéieren, fir e klaren Advantage och op eis Konkurrenzplazen ze behalen.

An dësem Fall mengen ech, dass et wuel méiglech gewiescht wier, well den Text jo awer, och wa mer 200 Artikelen zielen, jo awer zum ganz, ganz groussen Deel e Copy-paste ass vun der Direktiv, och wann en cours de route, am Laf vun der legislativer Aarbecht awer nach eng ganz Rei vun technesch Detailer hu misse gekläert ginn.

Déi Diskussioun, déi mer dann och nach zum Schluss an der Kommissioun gefouert hunn, déi dann awer och de Secteur selwer nach féiert, ass déi iwwert déi sougenannten „carried interests“. Dat heescht: Wéi gi Gestionnairen, déi esou Fonge géréieren, rémunéiert? A wat ass d'Besteuerung dovunner? Et ass een net onwichtige Punkt, wann ee sech attraktiv wëllt maachen, net nëmme fir déi Fongen heihinnerzekréien, mä och den Know-how heihinnerzekréien, déi Käpp, déi déi Fongen do géréieren. Et ass sécherlech net deen eenzege Kritär, mä awer een - an dat versteet een -, op deen hei gekuckt gëtt.

Déi Variant, déi elo zréckbehale gouf, fir eigentlech do während deenen éischte Joren eng Ausnahmeregelung an der Besteuerung ze maachen, ass net déi Variant, déi d'Majoritéit mécht am Secteur selwer. Déi éischer kritesch gesi gëtt, wou éischer gemengt gëtt, mir hu vläicht eppes um Pabeier, wat an der Realitéit awer deementspreechend herno net wäert ukommen. Trotzdem ass et wichteg, dass mer dat Gesetz haut stëmmen an eis mat där doter Fro net nach laang ophalen.

Duerfir wäert och meng Fraktioun deem heite Gesetzestext zoustëmmen. Och där Variant, wéi elo hei proposéiert ass. Allerdéngs mengen

ech, dass een iwwer wierklech dat, wat d'Attraktivitéit ausmécht a wéi d'Décideuren, déi international Décideuren, d'Finanzplaz Lëtzebuerg herno par rapport zu anere Finanzzentren weltwäit gesinn, fir hir Aktivitéit och heihinnerzeverleeën, doriwwer mussen mer an deenen nächste Jore sécherlech och nach déi eng oder déi aner Kéier dann nokucken. An eventuell dann och eng Kéier nobesseren, falls et sollt noutwendeg sinn, falls mer sollte gesinn, dass déi Hoffnungen, déi mer an dëse Projet de loi setzen, net komplett erfëllt wäerte ginn.

Wa mer wëllen d'Fongenindustrie hei zu Lëtzebuerg weider dévoppéieren, an ech mengen, ganz besonnesch mat deem, wat nach virun eis läit am Private Banking, hu mer dee Choix net, ob mer dat dote wëllen oder ob mer et net wëllen. Et ass e ganz zolidd Standbeen vun eiser Finanzplaz, wat mer weider müssen ausbauen, well mer ganz vill Steuerrecetten doriwwer eranhuelen, well mer ganz vill Beschäftegung doriwwer eranhuelen, well et ee vun deene Piliere vun eiser Finanzplaz ass, déi international absolut guer net contestéiert sinn a wou éischer eisen Know-how bewonnert gëtt op ganz villen anere Plazen.

Wa mer dat wëlle maachen, da mussen mer et fäerdegbréngen, um europäesche Plang, awer och doriwwer eraus eng Referenz ze bleiwen, wat d'Schnelligkeet an och de Pragmatismus vun der Transpositioun vun esou internationale Regeln, Regelwierker ubelaangt. Dat soll och an Zukunft eist Zil sinn.

Dir hutt et eraushéieren: D'demokratesch Fraktioun wäert dësem Projet de loi zoustëmmen.

Ech soenlech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi Gréng).**- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech dem Gilles Roth Merci soe fir säi gudden Rapport, deen en hei gemaach huet, deen net einfach war. Mir wëssen et aus der Kommissioun, zemoos och, well et e ganz technesch Projet ass.

Mir hunn och eigentlech mat deem gesamte Projet kee Problem. Et ass jo souwisou d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, déi natierlech fir Lëtzebuerg an d'Finanzplaz eng besonnesch Bedeitung huet.

Mir sinn och frou driwwer, dass mer, wat de steuerleche Volet ugaangen ass, hei e Wee gewielt hunn, dee mer méi propper fannen, wéi vläicht bei anere Saachen, déi mer gemaach hunn, an zwar, andeems mer e spezielle steuerleche Regime an d'Gesetz geschriwwen hunn, an net herno iwwer eng Circulaire am Finanzministère vun der Steierverwaltung versicht hunn, steuerlech Spezialregime ze schafen.

Ech muss awer allerdéngs soen, dass mer natierlech e bësse Bauchwee hu bei deem spezielle Regime, deen hei geschafe gëtt. Mir stellen eng Tendenz fest, dass mer ëmmer méi och professionnelle Revenue speziell Steuerregime ginn. Bon, dat ass bei den „stock options“ gewiescht, dass ass bei den Expats gewiescht. A fir eis stellt sech awer d'Fro natierlech do hannerndrun ëmmer och vun der Steiergerechtegkeet.

Bon, déi Leit, ëm déi et sech hei dréit, dat si jo Leit, déi zwar gewësse Risiken aginn, an duerfir kann een och driwwer diskutéieren, ob se net e spezielle Steuerregime verdéngt hunn oder kënnen kréien. Allerdéngs muss een awer och wëssen, et si Leit, déi vläicht e grouse Risiko droen, mä déi awer och relativ vill Geld kënnen verdéngen. An dat ass deementspreechend awer, wann een iwwer Steiergerechtegkeet diskutéiert, ëmmer eng pertinent Fro.

Mir si bei deem heite Gesetz d'accord, well een Deel an deem Ganzen eis besonnesch sënnvoll erschénkt oder eis och gefält, dass ass deen Deel, wou et drëms geet, fir Fongen ze förderen, wou et ëm Risikokapital geet, wou hannerndrun och reell Retombéeën sech kënnen dranner verstoppe fir d'Lëtzebuerger Realekonomie. Dat heescht, fir nei Standuerter opzebauen, fir nei Secteuren ze dévoppéieren, fir deementspreechend och eis Ekonomie méi ze diversifiéieren an och do nei Aarbechtsplazen ze schafen. Dat ass am Fong dee Grond, deen eis hei iwwerzeegt huet, fir trotz deem spezielle Steuerregime, wou mer eng Rei, wéi gesot, Gerechtegkeetsbedenken hunn, deem zouzestëmmen.

Ech mengen awer, dass et wichteg ass, an dat wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mer, wa mer jo iwwer - et schéngt jo esou ze sinn, dass mer eis all eens sinn, dass mer eng generell grouss Steuerreform zu Lëtzebuerg mussen maachen -, dass mer iwwer all déi speziell Regime eng Kéier müssen diskutéieren, se all op de Leescht huelen, se kucken an ze vergläichen, wat mécht Sënn, wat mécht kee Sënn, respektiv wéi ass dat am globale Bild vun





dem Steiersystem am Kontext SteiERGerech-teg-keet ze gesinn.

Ech mengen, datt dat extrem wichtig ass. Et ass och duerfir, wou mir ëmmer gesot hunn: „Mir brauchen dréngend eng Etüd iwwer eise Steiersystem, wou déi do Saachen all gekuckt ginn.“

Mä mir sinn och op där anerer Säit awer der Meinung, datt mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi e komplexe Steiersystem schafen duerch esou Saache wéi dat doten. An datt mer e bësse fäerten, datt souguer an der Steierverwaltung selwer den Iwwerbléck verluer geet iwwert déi Komplexitéit, déi mer do selwer aféieren. An datt dat eis risikéiere kann, an deenen nächste Joren eng Kéier op de Kapp ze falen, jee nodeem, zu wat dat féiert.

Mir sinn duerfir och der Iwwerzeugung, datt, niewent dem Fait, datt mer eng Studie brauchen iwwer eise Steiersystem, an der Steierverwaltung selwer misst um ieweschten Niveau eng Aart..., e Staff entstoën, loosse mer emol soen, deen e ganz grouss wëssenschaftlechen Know-how kritt am Beräich vu Steierfroen, deen den Iwwerbléck kéint behalen iwwert dat Ganzt.

Ech wëll domadder net déi Leit selbstverständlech a Mösskredit bréngen, déi elo do sinn, déi maachen hir Aarbecht esou gutt wéi se kënnen a si maache se och eigentlech gutt. Mä ech mengen awer, datt et wierklech noutwendeg ass, datt mer och eng Kéier doriwwer diskutéieren, iwwert d'Steierverwaltung, wéi se opgestallt ass a wéi se à même ass, mat där Komplexitéit vun de Steiersystemer vun haut eens ze ginn.

Dat, wéi gesot. Nach eng Kéier Merci fir dee gudden an detaillierte Rapport. A mir géifen duerfir och dëse Projet stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Vu datt keen anere Riedner agedroen ass, kritt elo d'Wuert de Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir schreiwen am Fong mat dësem Projet de loi e Stéck Zukunft vun der Finanzplaz. An dofir sinn ech frou, datt mer heiandsdo op d'Zukunftsfroen och an dësem Parlament och a méi tumultuösen Zäite schéngen eng Unanimitéit fäerdegebréngen. An dat ass wichtig fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eise Land.

An dat ass wichtig fir déi Finanzplaz, well d'Finanzplaze generell an der Welt, an Europa an dofir och heiheem, sinn an enger grousser struktureller Émwendung. Dat huet ze doe mat ganz villen neie Reglementatiounen, déi eng Konsequenz si vun der Kris vun 2008. Dat ass eng Konsequenz vun der Kris an der Eurozon, déi mat sech zitt, datt mer wäerten eng Bankenioun schafen, fir d'Risiken nei ze organiséieren, fir d'Surveillance nei ze organiséieren, fir d'Ofwécklung vun de Banken, déi a Schwierigkeete kommen, anescht ze organiséieren. All dat huet een Impakt op Lëtzebuerg. An duerfir, mengen ech, ass et extrem wichtig, datt mer eng Strategie hu fir eng zolidd Finanzplaz. Dat ass dat, wat mer déi lescht fënnef Joer gemaach hunn. Dat ass dat, wat mer och an der Zukunft mussen maachen.

Ech hätt gär, datt mer fir déi Finanzplaz, déi Strategie weider ausbauen, déi ech 2009 ugefaangen hunn, fir eng diversifizéiert international Finanzplaz ze hunn, déi e gudde Ruff an der Welt huet. Well nëmmen esou kann ee Clienten unzéien. An déi Finanzplaz, déi brauch véier, fënnef Piliere. Dat eent, dat ass d'Vermögensverwaltung, eng international Vermögensverwaltung. Déi meescht Länner hunn eng national Vermögensverwaltung. Mir si Spezialist an der internationaler Vermögensverwaltung.

Mir müssen eng zolidd Roll bei internationale Kreditgeschäfte hunn, wéi mer se zënter 30, 40 Joer zu Lëtzebuerg hunn. Mir müssen eng wichtig Plaz sinn am Assurancësektor. Mir müssen ëmmer erëm nei Produkter entwéckele fir d'Strukturiatioun vun internationalen Investissementen an - an dat ass dee Punkt, dee mer jo hei diskutéieren - am Fongebereich hätt ech gär, datt eist Land weider seng Leaderroll kann ausfüllen. Mir sinn d'Nummer 1 an Europa. Mir sinn d'Nummer 2 an der Welt hanner Amerika, wann ee kuckt d'Avoiren, déi gëriert ginn. A wann ee seet Fongenindustrie, da muss een an alle Beräicher vun der Fongenindustrie eng Leaderroll hunn! An duerfir ass et ebe gutt, datt mer niewent deene klassesche Fongen, déi sech un déi normal Investisseuren, un all Bierger adresséieren, déi sougenannten UCITs, datt mer och hei elo e Rahmen hunn, fir méi alternativ Fongen a Gestionnaire vun alternative Fongen. Dat heescht fir spezialiséiert, sophistiquéiert Investisseuren, institutionell Investisseuren, déi en anert, e manner detailléiert Regelwierk brauche wéi den individuellen Investisseur.

An duerfir sinn ech och frou, datt de Rapporteur, den Här Gilles Roth, de Moien hei am Detail nach eng Kéier erkläert huet, wat et mat der AIFM-Direktiv op sech huet. Fir mech awer ass dat hei net einfach eng Transposition vun enger Direktiv. Et ass vill méi, well mer an där Direktiv och dat gemaach hunn, wat mer och déi lescht fënnef Joer ëmmer gemaach hunn a wat ech gären hätt, datt, wa mer wëllen, datt déi Finanzplaz weiderkënnt, mer och an Zukunft maachen, well mer ëmmer kënnen kucken, wéi kënnen mer besser wéi déi aner sinn. An duerfir hu mer effektiv e Steierregime dobäi gesat, deen attraktiv ass, a mir hunn d'Gesellschaftsrecht geännert, fir och do nei Strukturen ze erméiglechen.

Ech sinn och frou, an dat muss ech och dem Här Meisch hei soen, contrairement zu deem, wat ech gemengt hu bei him ze héieren, si mir bei deenen Eischten, déi dat ëmgesat hunn. Well, wann ech dat richtig suivéiert hunn, ass just Däitschland, wat virun eis war. Ech wär léiwer deen Eischte gewiescht, mä deen Zweeten ass awer net schlecht! Well déi Länner, déi Fongepilze sinn, Irland, Holland, England, hunn en nach net ëmgesat. Also ech deelen d'Meinung, datt mer ëmmer mussen kucke bei deenen Eischten ze sinn. Hei si mer den Zweete vu 27. Dat ass gutt, an duerfir ass et och gutt, datt d'Chamber dem Wonsch vun der Regierung och nokomm ass, fir datt dat Gesetz kann direkt a Kraaft treden, wann et publizéiert gëtt am Mémorial. A mir hoffen, datt dat Enn der Woch ka geschéien, wann de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote ginn huet.

Wat de steierleche Volet ubelaangt, mengen ech, datt een ëmmer muss, an enger oppener Ekonomie wéi Lëtzebuerg, attraktiv sinn. Natierlech, an och do sinn ech mam Här Bausch d'accord, dat muss een ëmmer an engem Gesamtrahme kucken. Mä, ech mengen, datt een net einfach kann de Gläichheitsprinzip iwwerall uwenden. E Land wéi Lëtzebuerg muss Rahmbedingungen hunn, déi attraktiv sinn, an dozou gehéiert d'Fiskalitéit. A wann esou Manager vun esou Fongen - mä dat gëllt a ville Beräicher - sech eng Plaz eraussichen, da kucken déi no allen Elementer, an d'Fiskalitéit ass e wesentlech Element, ob se op London ginn, ob se op Dublin ginn oder ob se op Zürich ginn. An ech hätt gären, datt se op Lëtzebuerg kéimen. An duerfir mussen mir an all de Rahmbedingungen ëmmer e bëssche besser sinn an e bëssche méi attraktiv si wéi déi aner.

An duerfir och déi Dispositionen iwwer „carried interests“, woubäi ech mer bewusst sinn, datt een och do Ofweijunge muss maachen, wéi wäit ee geet, an datt een och regelméisseg dat nach eng Kéier muss iwwerpräiwen. An ech hu jo och an der Finanzkommission gesot, datt ech bereet sinn, och déi Dispositionen à la lumière vun der Expérience an der Zukunft ze kucken, wann déi missten nach eng Kéier adaptéiert ginn. Mä ech mengen, dat hei ass schonn emol e ganz attraktive Kader.

Mir sinn eng international Plaz a mir müssen eng international Plaz bleiwen. An duerfir mussen mer ëmmer erëm bedenken, grad och am Fongebereich, mä net nëmmen do, och am Private Banking, datt mer an enger globaler Ekonomie sinn. An duerfir hätt ech gär, datt déi Finanzplaz sech net nëmme konzentriert, wéi dat historesch de Fall war, op Europa, mä mir mussen wierklech an d'ganz Welt kucken. Duerfir mussen mer nei Clienten an nei Marchéer fir Lëtzebuerg eroberen, opmaachen.

An et ass an deem Kontext, wou mer an all Richtungen mussen schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, datt Lëtzebuerg soll alles maachen, fir an Europa den internationalen Zentrum fir den Handel vun der chinesescher Währung, dem Renminbi ze ginn, a mir sinn amgang ganz intensiv dorunner ze schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, datt mer och an dem Kontext vun islamische Finanzprodukter Rahmbedingungen schafen, déi och déi Produkter zu Lëtzebuerg verkaafbar maachen. Dat ass wichtig fir de Mëttleren Orient, mä et ass och wichtig fir ganz grouss Deeler vun Asien, wou mer wëllen eng Roll an der Zukunft spillen.

Mä wien international Finanzplaz seet, dee muss sech selbstverständlech och un internationalen Standarden halen. A mir wäerten och weider derfir suergen, datt Lëtzebuerg internationalen Regeln am Kampf géint d'Finanzierung vun Terrorismus, am Kampf géint Steuerbedruch wäert internationalen Regele respektéieren, awer zugläich se och mat ausschaffen. An duerfir wëll ech, datt Lëtzebuerg eng aktiv Roll an der OECD, am FMI an op anere Plaze spillt.

An duerfir wäert ech och am Oktober als President vum Conseil vun de Gouverneuren vun dem FMI an der Weltbank och déi do Thematik ganz offensiv ugoen. Well dat bréngt mat sech, datt mer herno mat gläiche Regeln op internationale Finanzplaze schaffen. Wa just mir Regeln änneren an déi aner net, da risikéiert dat eng Delokalisatioun vum Kapital mat sech ze

bréngen. Wa mer iwwerall gläich Regeln hunn, nëmmen da sinn déi Moossnamen do effikass.

Ech hätt gären, datt déi Finanzplaz sech vun e puer Prinzipie leede léisst an deenen eenzelne Beräicher. An déi Prinzipie sinn Exzellenz, Innovation a Wettbewerbsfähigkeit. Zur Exzellenz gehéiert, datt mer mussen besser si wéi déi aner, an dozou gehéiert och d'Formatioun vun de Leit. Et war anescht sécherlech a verschiddene Beräicher virun 30 Joer am Bankesektor, och vläicht nach virun zéng Joer, wéi et an deenen nächsten zéng Joer gëtt. An duerfir sinn och Efforten, wéi déi vun der Luxembourg School of Finance a vun aneren Instituter, enorm wichtig, datt mer déi Leit, déi haut an de Banke schaffen, déi duerch eng schwéier Zäit ginn, well Émännerunge sinn ëmmer schwierig. De Wandel am Private Banking ass e schwierigen; déi nei Fongeprodukter, déi mer haut hei diskutéieren, verlaangen héich qualifizéiert Leit. Mir hu vill Know-how zu Lëtzebuerg, mir hunn exzellente Leit, mä si müssen nei forméiert ginn zum Deel, fir deenen Erausforderungen kënnen nozekommen.

Zur Innovation. En zweete Prinzip, deen ech gären hätt, dee mer an der Finanzplaz ëmmer erëm eis an de Vierdergrond setzen. Mer müssen nei Produkter entwéckelen a Rahmbedingungen maachen. Dat hu mer gemaach viru Kuerzem hei am Parlament mam „Family Office“. Dat maache mer duerch de ganze Beräich vun dem ethischen Investéieren, dem verantworten Investéieren. Dat maache mer duerch eng nei Kategorie vu Professionelle vum Secteur des assurances, wou mer amgang sinn, dat hei am Parlament och ze diskutéieren. Duerfir hunn ech d'lescht Woch am Regierungsrot och e Projet déposéiert iwwert d'Fondation patrimoniale, fir d'Vermögensstiftung zu Lëtzebuerg als en zousätzlech Instrument vun der internationaler Vermögensverwaltung ze erlaben.

All déi Strukturen also hëllefen eis, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen. Eng Finanzplaz muss sech ëmmer erëm adaptéieren, an duerfir brauche mer Innovation. An d'AIFM-Direktiv vun haut de Moien ass en Element vun Innovation. An duerfir, nach eng Kéier, sinn ech frou, datt mer hei esou eng breet Zoustëmmung zu deem Projet hunn.

Mä dat geet nëmmen, wa mer och eng staark Promotioun maachen. Net jiddweree kennt Lëtzebuerg. Net jiddweree weess d'Realitéit vun eise Produkter. An duerfir mussen mer aktiv, esou wéi ech dat déi lescht fënnef Joer gemaach hunn, ronderëm d'Welt reesen, fir ze erklären, wat mer kënnen ubidden, an datt mir eng Plaz sinn niewent New York, niewent Singapur, niewent Hongkong, niewent London an Dublin, wou international Geschäfte gemaach ginn.

A Lëtzebuerg ass en fait déi eenzeg grouss international Finanzplaz an der Eurozon, an duerfir och ganz oft d'Entrée vun den internationalen Investisseuren an Europa eran. Dat hätt ech gär fir déi Direktiv vun den alternative Fongen. Ech hätt dat gär fir all d'Fongen, an ech hätt et gären an deenen anere Beräicher, wéi d'Vermögensverwaltung an d'Assurancen an d'Kredit.

Jo, ech mengen, datt déi Finanzplaz eng enorm wichtig Roll spillt an der wirtschaftlecher Entwécklung vun eise Land. Mir brauchen Diversifikatioun, mä mir kënnen net op 30% vum PIB verzichten, a mir kréien déi net duerch aner Saachen an deenen nächsten zéng Joer ersat. An duerfir wëll ech, datt mer weider am enken Dialog mat dem Finanzsektor nolauschten, wat de Finanzsektor brauch, héieren, wat op der Welt geschitt, an dann eis adaptéieren a mat Konsequenz, mat Kompetenz a mat Engagement déi Finanzplaz weider an hirem Wandel dirigéieren, leeden a begleeden.

Wa mer dat fäerdegebréngen, déi Zukunftsstrategie, déi mer ugefaangen hunn, weiderzeféieren, ech mengen, da kréien mer och an Zukunft zu Lëtzebuerg weider vill Recetten aus dem Finanzsektor, mat deene mer kënnen Infrastrukturen, Wirtschafts- a Sozialpolitik a villen anere Beräicher zu Lëtzebuerg maachen. An duerfir sinn ech, wéi gesot, frou, datt um Enn vun dëser Chambersessioun mer dëse Projet schéngen mat grousser Zoustëmmung kënnen hei ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Ech wollt lech drop opmierksam maachen, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, datt am Artikel 217 zwou Erreure matérielle sinn. Et ass also ze liesen: „Les modifications de l'article 208 alinéa 1<sup>er</sup>“ an net „de l'article 202 alinéa 1<sup>er</sup>“, „et de l'article 209“ amplaz vun „et de

l'article 203 ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi“.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6471 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen géint 2 Enthaltungen.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6471 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;*

*M. Jacques-Yves Henckes.*

*S'est abstenu: M. Jean Colombara.*

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6398 iwwert den Assurancësektor. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo ageschriwwen: just den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Haupt. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Norbert Haupt** (CSV), *rapporteur.* - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen hei virläit, gesäit eng Rei vun Ännerungen un zwee bestehende Gesetze vir, an zwar um ëmgeännerte Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësektor engersäits an um ëmgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment an d'Finanzierung vum Terrorismus anerersäits.

En huet als Zil, besonnesch d'Gesetz iwwert de Versécherungssektor besser ze strukturéieren an him esou eng besser Lisibilitéit ze verschafen a seng juristesch Kohärenz ze verstärken. De Projet anticipéiert och op d'Akraaftriede vun der Direktiv „Solvency II“, andeems hien eng Rei vun neie Beruffer am Assurancësektor, déi an där Direktiv virgesi sinn an déi eng Beräicherung fir de Sektor duerstellen, elo schonns reglementéiert, fir datt mer bei der Mise en vi-